

**Rapport d'avancement
des contributions du Japon pour
l'Afrique suite à la TICAD 8**

(Traduction provisoire)

août 2024
Ministère des affaires étrangères, Japon

Contenu

1 Économie

- (1) Renforcement du système économique international libre et ouvert p.1
- (2) « Croissance verte » : axée sur une transition structurelle
vers la décarbonation p.4
- (3) Soutien à des entreprises visant la résolution
des problématiques sociales p.5

2 Société

- (1) Santé p.6
- (2) Éducation p.7
- (3) Mesures de lutte contre le changement climatique p.8

3 Paix et stabilité

- (1) Consolidation de la démocratie et promotion de l'État de droit p.9
- (2) Prévention des conflits et consolidation de la paix p.9
- (3) Autonomisation des communautés p.11

Rapport d'avancement des contributions du Japon pour l'Afrique suite à la TICAD 8

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) a célébré son 30^e anniversaire en 2023. Dans le cadre du suivi de la TICAD 8, le présent rapport vise à partager les progrès réalisés dans les domaines/piliers prioritaires de la TICAD 8 (2022-2024) en présentant certaines des réalisations au 31 mars 2024, soit la fin de l'année fiscale japonaise 2023, sauf indication contraire. Ces réalisations incluent celles entreprises par le secteur privé japonais. Les domaines prioritaires sont classés en trois catégories : (1) économie, (2) société et (3) paix et stabilité.

Lors de la TICAD 8, le Japon a annoncé son intention d'investir 30 milliards USD en tant que contribution financière publique et privée sur les trois années à venir. Des progrès notables ont été réalisés et ils restent en bonne voie. Ce rapport présente les bonnes initiatives et les actions afin d'illustrer et de partager les progrès réalisés jusqu'à présent en vue d'un examen et d'un apprentissage mutuel. Le Japon espère que ce rapport sera une source d'inspirations pour les pays africains et les autres partenaires. Le Japon est également prêt à apprendre des expériences et des points de vue des autres. Les progrès globaux de la contribution du Japon seront examinés et partagés lors de la TICAD 9.

1 Économie

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la crise provoquée par l'agression russe contre l'Ukraine, le Japon a exprimé son intention de renforcer **un système économique international libre et ouvert** afin de préserver les moyens de subsistance des populations. Le Japon s'est également fixé pour objectif de soutenir **la croissance verte** afin de parvenir à une Afrique résiliente et durable. En outre, le Japon a indiqué qu'il **soutiendrait les entreprises privées et les start-ups** qui se développent en Afrique, en mettant l'accent sur la jeunesse dynamique.

Les exemples de la contribution du Japon sont les suivants :

(1) Renforcement d'un système économique international libre et ouvert (y compris la réponse à la crise alimentaire et le soutien à la production agricole durable)

Pour soutenir **le développement du secteur privé** en Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) et dans le cadre de la 5^e phase de l'Assistance renforcée au secteur privé pour

l'Afrique (EPSA5), le Japon a décidé de mettre en œuvre des projets/programmes pour un montant d'environ 1,5 milliard USD à compter d'avril 2024.

En 2023, Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) a souscrit un capital de 14,8 millions USD à l'Assurance pour le Développement du Commerce et de l'Investissement en Afrique (ATIDI), en devenant ainsi un actionnaire de l'ATIDI.

En 2022 et 2023, l'Égypte a émis un total de 135 milliards de yens (équivalant à 1 milliard USD) de 2 placements privés d'obligations samouraï. Ce financement historique a été garanti par Sumitomo Mitsui Banking Corporation avec SMBC Nikko agissant en tant qu'unique chef de file et teneur de livre.

Le Japon a annoncé qu'il formerait 300 000 personnes en trois ans **dans un large éventail de domaines, et notamment dans l'industrie, la santé et les soins médicaux, l'agriculture, la justice et l'administration publique.** L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a déjà assuré à elle seule la formation d'environ **291 000 personnes** dans le cadre de divers projets tels que l'initiative d'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes Africains (initiative ABE), le programme de master et de stages reposant sur des partenariats entre le public, le privé et le monde universitaire.



Initiative ABE
(Photo : JICA)

Le Japon a soutenu **le développement des ressources humaines industrielles de 34 000 personnes** en Afrique. **Les entreprises privées japonaises s'efforcent également de développer les ressources humaines africaines.** Par exemple, Komatsu a mis en place le programme « Technical Education for Communities » en Afrique du Sud, dans le but de combler les lacunes qui existent entre les programmes d'études universitaires et les besoins en compétences de l'industrie locale. Les diplômés ne sont pas obligés de rejoindre (Komatsu ou les entreprises partenaires.) Yokogawa Electric Corporation recrute des étudiants africains qui ont étudié au Japon grâce à des bourses de la Fondation Ashinaga en tant que futurs candidats cadres à son siège social

au Japon. Toyota Libya a dispensé une formation technique dans le domaine de la maintenance automobile à des diplômés d'instituts techniques supérieurs en Libye.

Par le biais d'un cofinancement avec la **Facilité africaine de production alimentaire d'urgence** de la BAD, le Japon a contribué à hauteur de 320 millions USD à l'aide au renforcement de la production alimentaire en Côte d'Ivoire, en Tanzanie et au Nigéria (la dernière signature en avril 2024).

Une **aide alimentaire** d'une valeur de 215 millions USD a également été distribuée dans 36 pays tels que le Cabo Verde, la République centrafricaine, la République du Congo, l'Eswatini, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Liberia et Sao Tomé-et-Principe.

La JICA a soutenu le développement des capacités d'environ 231 000 personnes dans 38 pays afin d'augmenter la production de riz et de produits agricoles à valeur ajoutée.

La JICA a dispensé des formations sur le soutien à **la gestion de la dette** à 31 pays en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Le Japon a également soutenu la formation et l'assistance technique en matière de gestion de **la dette et de mobilisation des ressources nationales** par l'intermédiaire du FMI.

Par ailleurs, la convention fiscale avec l'Algérie est entrée en vigueur en janvier 2024, de même que l'accord d'investissement entre le Japon et l'Angola en juillet 2024.

La JICA a mis en œuvre divers **projets d'amélioration des infrastructures** tels que le port de Nacala au Mozambique (achevé en octobre 2023), et le projet d'amélioration de l'accès à l'électricité dans un quartier de Kinshasa en RDC (accord de don conclu en novembre 2023). Au Kenya, la JICA soutient le développement régional en intégrant les infrastructures de transport (port, routes, etc.) et la zone économique spéciale de Mombasa en tant que porte d'entrée du corridor Nord dans le cadre de l'« Approche intégrée du corridor 2.0 ».



Le projet de développement du port de Nacala
(Photo : JICA)

En outre, un projet de développement des capacités pour le bon fonctionnement des **postes frontières à guichet unique** (OSBP) sur le corridor de transport Nord-Sud est mis en œuvre au Botswana, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe. En outre, 41 **fonctionnaires des douanes** ont été formés pour devenir des Maîtres formateurs sur les règles d'origine afin de mettre en œuvre la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

(2) « Croissance verte » : axée sur une transition structurelle vers la décarbonation

La Banque japonaise pour la coopération internationale a signé des accords de prêt pour soutenir plusieurs projets de « **croissance verte** » auxquels participent des entreprises japonaises : deux **projets de parcs éoliens terrestres** en Égypte (281 millions USD et 240 millions USD), des projets de lanternes électrifiées et de panneaux solaires photovoltaïques au Bénin (14,5 millions d'euros) et un projet de l'opération d'une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) au Sénégal (35 millions USD).

Parallèlement, Toyota Tsusho Group, en partenariat avec Scatec ASA, s'est lancée dans le développement de deux **centrales solaires** d'une capacité totale de 100 MW en Tunisie. Ces projets sont les premiers en Tunisie à être sélectionnés par le Japon pour le programme de financement des projets modèles du Mécanisme de crédit conjoint.

Le Japon a également soutenu l'expansion de la capacité de **production d'énergie géothermique** à 121 MW, fournissant de l'énergie verte à 6,46 millions de personnes à travers des projets au Kenya.

En ce qui concerne le **développement des lignes de distribution et la stabilisation du réseau**, des projets de coopération technique et des programmes de formation sont mis en œuvre au Kenya, au Mozambique, au Nigeria, en Ouganda, et en Tanzanie. La coopération technique sur les Pools énergétiques africains débutera bientôt.

Le Japon a contribué à hauteur de 15 millions USD au fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour le développement de l'hydrogène vert, de l'énergie géothermique et du stockage des batteries, et à hauteur de 5 millions USD au fonds fiduciaire de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour promouvoir les investissements privés dans les projets d'énergie renouvelable, y compris en Afrique. Six projets, notamment aux Comores, en Mauritanie et en Sierra Leone, d'une valeur totale d'environ 6,5 millions USD au titre du

fonds fiduciaire de la Banque mondiale et trois projets de prêts en Afrique d'une valeur totale d'environ 60 millions USD au titre du fonds fiduciaire de la MIGA sont en cours de réalisation.

La JICA a mené une enquête de collecte de données sur le développement et de l'utilisation de **l'hydrogène vert et de l'ammoniac** en Éthiopie, en Namibie et en Afrique du Sud de mai 2023 à avril 2024.

(3) Soutien à des entreprises visant la résolution des problématiques sociales qui comprend le soutien aux start-ups

Plusieurs **projets d'investissement** sont en cours. Avec son fonds de 60 millions USD soutenu par des investisseurs japonais et africains, Verod-Kepple Africa Ventures investit dans des start-ups qui passent aux phases de série A et B sur tout le continent. Son portefeuille comprend plus de 14 entreprises. En outre, l'AAIC gère deux fonds de capital-risque, investissant dans plus de 50 start-ups en Afrique, en particulier dans le domaine de la santé. Pour sa part, Sony a lancé le Sony Innovation Fund : Africa, et y alloué initialement 10 millions USD pour des investissements visant à accroître la valeur commerciale des start-ups dans le domaine du divertissement en Afrique.

Plusieurs entreprises japonaises ont annoncé des **projets d'investissement** nouveaux ou élargis **pour la production et les services locaux**. Par exemple, en mai 2024, une coentreprise entre le groupe TOPPAN et le gouvernement éthiopien a organisé la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle usine de fabrication et d'émission de passeports en Éthiopie.



La cérémonie d'inauguration d'une nouvelle usine de fabrication et d'émission de passeports
(Photo : TOPPAN)

En outre, Daikin contribue à réduire l'impact sur l'environnement de la climatisation en promouvant des climatiseurs réversibles à haut rendement au Nigeria. L'entreprise a lancé des opérations de fabrication locale en coopération avec un partenaire local en avril 2024 et forme également des installateurs en collaboration avec des écoles professionnelles.

Le Japon a soutenu 759 jeunes entreprises dans le cadre de projets liés au programme Next Innovation with Japan (NINJA) en Éthiopie, au Nigeria et dans d'autres pays. Le programme NINJA vise à promouvoir

la croissance économique dans les pays en développement en permettant aux **start-ups** de ces pays de créer des innovations, de résoudre des problèmes sociaux locaux et de créer de nouvelles industries et des possibilités d'emploi.

2 Société

Alors que la population s'accroît de manière continue en Afrique, le Japon a exprimé son intention de mettre en œuvre des initiatives durables qui valorisent chaque individu et renforcent **l'investissement dans le capital humain**. En tenant en compte le concept de la sécurité humaine, les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Afrique, le Japon a également annoncé des engagements pour **corriger les disparités** émergentes et créer un environnement de vie de qualité en Afrique.

Les exemples de la contribution du Japon sont les suivants :

(1) Santé

Le Premier ministre Kishida a annoncé, lors de la TICAD 8, son intention de contribuer au renforcement **des systèmes de santé et des mesures de lutte contre les trois principales maladies infectieuses en Afrique** en apportant une contribution financière de 1,08 milliard USD au Fonds mondial (FM) au cours des trois années suivantes. Le Japon a déjà versé un total d'environ 740 millions USD au FM.

Le Japon a soutenu dix-sept projets (pour environ 15 millions USD) en Afrique par l'intermédiaire du FNUAP pour des activités de **santé sexuelle et reproductive** (SSR) ; quatre projets de la Fédération internationale des planning familiaux (IPPF) au Soudan (1 million USD) pour des activités liées à la SSR ; et douze projets (environ 9,1 millions USD) par le biais de l'OMS pour des activités liées au contrôle des maladies en Afrique. Le Japon a également contribué à hauteur de 1,443 milliard USD au COVID-19 Vaccines Global Access (COVAX), à hauteur de 173 millions USD à la Coalition pour les Innovations en matière de Préparation aux Epidémies (CEPI), à hauteur de 7,1 millions USD à la Banque mondiale et à hauteur de 4,2 millions USD à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI).

La JICA et les banques japonaises, par le biais d'un prêt de 400 millions USD à la Banque africaine d'import-export, ont soutenu le développement d'hôpitaux et d'installations liées aux soins de santé, ainsi que la production de produits pharmaceutiques en Afrique. En outre, le gouvernement japonais a annoncé en juin dernier qu'il contribuerait à hauteur de 30 millions USD à l'Accélérateur de la production des vaccins

en Afrique (AVMA), un mécanisme de financement lancé par Gavi pour accélérer l'expansion de la fabrication de vaccins commercialement viables en Afrique.

Le Japon a formé environ 27 300 personnels de santé et 7 970 membres du personnel médical et de la recherche travaillant dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses. Le Japon a contribué à étendre les services de santé à 1 380 000 personnes.

Des projets de la JICA liés à **la santé maternelle et infantile** en Angola, au Burundi, au Gabon et dans d'autres pays sont également en cours.



Le Projet de renforcement des services de santé maternelle et infantile, Phase 2 , Burundi
(Photo : JICA)

Le Japon a également accordé des prêts, des dons et **des assistances techniques dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène** dans 42 villes en Afrique depuis 2022.

(2) Éducation (développement des capacités pour tous, y compris les jeunes et les femmes)

Le Japon a contribué à améliorer l'apprentissage des enfants et a fourni **l'éducation de qualité, notamment l'éducation STEM** (Science, technologie, ingénierie et mathématiques) à environ 1,75 millions d'enfants, dont 789 000 filles, en Afrique en encourageant **la scolarisation, en particulier des filles**, en augmentant **l'inclusion** et en proposant **des repas scolaires** par le biais d'initiatives telles que le projet « École pour tous » et le prêt de politique de développement en faveur du secteur de l'éducation au Maroc, au Sénégal et au Rwanda.

De plus, en vue de créer **un réseau universitaire nippo-africain**, le Japon a formé 3 261 personnes hautement qualifiées par l'entremise de l'université égypto-japonaise des sciences et technologies (E-JUST) en Égypte, de l'université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie (JKUAT) et de l'université panafricaine des sciences fondamentales, de la technologie et de l'innovation (PAUSTI) au Kenya.



Une formation à la fabrication numérique
(Photo : JICA)

En ce qui concerne **la coopération en matière de recherche** dans le domaine de la science et de la technologie, 24 projets provenant de 14 pays d'Afrique sont en cours dans le cadre des programmes Africa-Japan Collaborative Research (AJ-CORE) et Science and Technology Research Partnership for Sustainable Development (SATREPS). À travers le programme Sakura Science de l'exercice 2023, 85 participants au Cours d'expérience en science et technologie, 54 participants au Cours d'activité de recherche collaborative et 28 participants au Cours de formation en science et technologie ont été sélectionnés dans 14 pays comme le Cameroun, l'Égypte, l'Éthiopie et le Sénégal.

Le Japon a également formé 247 personnes de 11 pays dans le domaine de l'élimination de **la violence fondée sur le sexe**.

En outre, l'université de Tsukuba a organisé le 4e Sommet universitaire Japon-Afrique du Nord en juillet dernier à Tunis afin d'explorer plus avant les possibilités de coopération en matière d'études conjointes entre les établissements d'enseignement supérieur.

(3) Mesures de lutte contre le changement climatique, y compris la réduction des risques de catastrophes

La Plateforme africaine des villes propres (ACCP) est une plateforme de partage des connaissances et de promotion des investissements visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) liés aux déchets d'ici 2030 dans une Afrique qui s'urbanise rapidement. À travers l'ACCP, qui s'étend dans 188 villes de 47 pays, dont 80 villes de 5 pays qui ont rejoint la plateforme après la TICAD8, le Japon a promu **la décarbonation et le recyclage dans le secteur des déchets**, amélioré la santé publique, y compris par le biais du secteur de **la gestion des déchets**, et aidé au développement des ressources humaines.

Pour promouvoir **la réduction des risques de catastrophe**, le Japon a formé environ 1 800 personnes de 15 pays, tels que l'île Maurice et la Tunisie, ce qui dépasse déjà l'objectif initial annoncé lors de la TICAD8. Le Japon a également dispensé des formations à la gestion forestière à 3 744 personnes originaires de dix pays africains, dont le Malawi et le

Mozambique. (Veuillez également vous référer à la section économique ci-dessus concernant les actions du Japon en matière d'investissement climatique).

3 Paix et stabilité

Le Japon a exprimé son intention de soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour parvenir à la paix et à la stabilité, qui sont des conditions préalables à la croissance économique, à l'investissement et à l'amélioration des moyens de subsistance, dans le cadre de la Nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique (NAPSA), une initiative qui s'attaque aux **causes profondes des obstacles à la sécurité humaine ainsi qu'à la paix et à la stabilité**, tout en respectant l'appropriation par l'Afrique. Lors de la TICAD 8, le Japon a déclaré son objectif de créer une société dans laquelle les gens peuvent vivre en sécurité.

Les exemples de la contribution du Japon sont les suivants :

(1) Consolidation de la démocratie et promotion de l'État de droit

Le Japon a fourni des programmes de renforcement des capacités à 332 personnes pour **mettre en place des institutions et renforcer la gouvernance dans les secteurs judiciaire et administratif**, y compris des mesures de lutte contre la corruption.

Le Japon a également **soutenu l'organisation d'élections** en République démocratique du Congo, en Guinée et au Zimbabwe, par l'intermédiaire du PNUD. En outre, le Japon fournit une assistance technique par l'intermédiaire de la JICA pour aider à la préparation des élections au Soudan du Sud.

En ce qui concerne **la sécurité maritime**, l'assistance technique de la JICA pour Djibouti, lancée en octobre 2019, est en cours. A travers ce projet, les garde-côtes japonais ont fourni un soutien pour renforcer les capacités des garde-côtes djiboutiens à la fois dans le domaine de la réponse sur site et du développement des instructeurs pour l'application du droit maritime. Le Japon finance également un projet en cours de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour le renforcement des **capacités des institutions chargées de l'application du droit maritime** dans les pays africains tels que la Guinée équatoriale, le Gabon, Madagascar et les Seychelles.

(2) Prévention des conflits et consolidation de la paix

Pour **soutenir les efforts de l'Afrique en matière de médiation et de prévention des conflits**, le Japon a approuvé les trois projets suivants

dans le cadre du Fonds pour la paix de l'UA pour l'exercice 2022, pour un montant total de 134 000 USD, et ils sont en cours de mise en œuvre : (a) activités de partage des connaissances utilisant les outils des connaissances du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA (PAPS), (b) renforcement de la capacité institutionnelle du Réseau panafricain des sages (PanWise) et du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa), et (c) consolidation de la paix dans la région du lac Tchad.

Un projet visant à **améliorer les capacités policières** du gouvernement somalien en vue du retrait de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) (100 000 USD) est également en cours de mise en œuvre dans le cadre du Fonds pour la paix de l'UA, avec la contribution financière du Japon pour l'exercice 2023.

Onze projets ont été approuvés au cours des exercices 2022 et 2023 (pour un montant total d'environ 3,7 millions USD) pour soutenir les **centres de formation des OMP** en collaboration avec le PNUD au Bénin, en Égypte, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Nigeria et au Togo.

Le Japon a apporté une contribution supplémentaire de 8,5 millions USD au Programme de partenariat triangulaire des Nations unies afin d'étendre le domaine de la formation, qui couvre actuellement l'ingénierie, la médecine, le C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance) et la télémédecine, à la lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED) et à la gestion de l'environnement, et de mettre au point et d'organiser des sessions de formation pour le personnel africain qui sera envoyé dans le cadre des Opérations de soutien de la paix menées par l'UA (AUPSOs).

Comme annoncé lors de la TICAD8, le premier **Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique** a été nommé et a apporté une contribution pour la promotion de la paix et la stabilité dans la région, grâce à de nombreuses visites dans la Corne de l'Afrique, notamment en Érythrée, en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan. Il a servi de catalyseur pour la collaboration du Japon avec l'IGAD dans la recherche de la paix et de la stabilité au Soudan.

Le Japon a également contribué à soutenir la consolidation de la paix en Afrique par le biais de l'Architecture de consolidation de la paix de l'ONU, en fournissant 4,5 millions USD au Fonds de consolidation de la paix de l'ONU pour l'exercice 2023.

Afin de lutter contre le terrorisme et de prévenir l'extrémisme violent dans la région du Sahel et les pays environnants, le Japon a

contribué à hauteur de 2,15 millions USD à un projet en cours de l'ONUDC et de 500 000 USD à un projet du Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF).

(3) Autonomisation des communautés

La JICA a apporté **des aides humanitaires et de développement à des communautés** qui accueillent environ 1,6 million de réfugiés et personnes déplacées dans neuf pays, dont l'Ouganda et la Zambie.

Le Japon a soutenu **l'amélioration des services publics** dans 14 pays, dont la Côte d'Ivoire, la RDC et la Sierra Leone.

Le Japon a fourni environ 6,3 millions USD par l'intermédiaire du PNUD pour stabiliser les zones frontalières du Mali, du Niger et du Burkina Faso (région du « Liptako-Gourma ») de 2022 à 2023. Le nombre total de bénéficiaires directs et indirects dans les trois pays cibles était respectivement de 8 782 et 121 138. En outre, environ 3,1 millions USD ont été fournis par l'intermédiaire du PNUD pour le projet « Renforcer la stabilisation et la sécurité humaine dans le bassin du lac Tchad » de 2023 à 2024, qui vise à soutenir le renouvellement de l'infrastructure des services sociaux, le maintien des moyens de subsistance en renforçant les communautés locales, et le maintien de la cohésion sociale par le dialogue dans certaines zones touchées par le conflit au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Asahikasei Fibers Italia s.r.l. a mis en œuvre un projet unique en collaboration avec le PNUD et la société italienne Brunello S.p.A. pour aider les teinturiers locaux au Mali à améliorer leurs conditions de travail et réduire l'impact sur l'environnement de l'industrie de Bazin, avec le soutien de l'ambassade du Japon au Mali. Le projet comprend le renforcement des capacités en matière de compétences commerciales et l'autonomisation des teinturiers, qui sont principalement des femmes.



Des femmes discutent de plans d'action dans le village d'Orinie, au sud du Kenya
(Photo : JICA)

-FIN-